

**NOTE DE RECHERCHE**

**LES EGLISES, LES ASSOCIATIONS  
ET L'ECONOMIE**

Parti d'une recherche<sup>1</sup> sur les éventuelles transformations des représentations du travail social directement héritées et inspirées par le religieux (avec la loi de décentralisation qui a donné l'autorité au Conseil Général, avec le droit au Revenu Minimum d'Insertion qui a transformé radicalement le système des aides financières, avec la mise en place des politiques publiques de lutte contre l'exclusion et de développement des quartiers ...) force m'a été de constater que les Églises voyaient elles aussi, et à peu près en même temps, leur rapport au monde profondément transformé. C'est dire que les travailleurs sociaux ont les plus grandes difficultés à trouver des réponses à leurs questions ontologiques chez des clercs pourtant spécialistes des biens de salut, comme le disait M. Weber. Tout se passe comme si ces travailleurs sociaux, démoralisés par la misère ou désarmés face à la bureaucratie, résolvaient d'autant moins leurs problèmes de cure d'âme et de définition de leur prédication sociale que les Églises cédaient à un économisme envahissant.

Cette observation m'a conduit à m'interroger sur les rapports que les nombreuses associations dépendant des Églises peuvent entretenir avec l'économie : le premier résultat des enquêtes, observations et entretiens menés à Strasbourg est de cerner l'ampleur du réseau associatif lié au religieux. Plus de deux cent vingt associations - des plus grandes aux plus petites - liées à l'Église catholique, aux Églises protestantes, au Judaïsme, à l'Islam et à l'Orthodoxie ont été recensées. Le problème est toujours de préciser leur degré de liaison avec une Église. Si certaines associations en dépendent directement, d'autres ont des

liens plus discrets qui n'apparaissent que dans une présence dans un Conseil d'Administration ou dans des aides financières attribuées à titre exceptionnel. Reste que ces associations forment un réseau qui, du plus institué au plus mobile, prend en charge les aspects les plus divers de l'existence et de la vie familiale, ce qui n'est certainement pas un hasard puisque les Églises sont très présentes aux grands moments de l'existence (de la naissance à l'enterrement) et de la vie familiale. Elles prennent en charge divers aspects dont on peut citer la maladie (cliniques privées), la vieillesse (maisons du troisième âge), l'enseignement (écoles privées), l'enseignement spécialisé (telle ou telle catégorie de handicapés), l'enseignement professionnalisé, les activités de loisirs d'enfants, d'adolescents, la prévention de la délinquance, la lutte contre la drogue, la réinsertion après une cure de désintoxication, ou après un emprisonnement, l'aide aux sans foyer, la distribution de repas ... Ainsi en est-il de cette association animée par des Diaconesses qui gèrent une communauté de religieuses, un centre communautaire d'accueil dans un quartier, des postes d'accueil en paroisses, une clinique, un centre de soins d'urgence dans un quartier de banlieue, deux centres d'accueil de personnes âgées, un institut de formation de soins infirmiers, un centre de formation d'éducateurs de jeunes enfants et, enfin, un établissement d'enseignement primaire, de premier cycle et de deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Ici deux logiques coexistent : l'une développe l'attachement aux modes de vie et symboles religieux avec l'expression d'une impuissance des agents face aux exigences de l'économie, l'autre insiste sur la nécessité d'une adaptation à un rendement et à l'efficacité.

1   Projet financé par la Maison des sciences de l'Homme de Strasbourg.

Cet ensemble qui ne s'est constitué ni immédiatement, ni sans heurt, est aujourd'hui plus marqué par des complémentarités que par des concurrences (elles survivent plus souvent dans les mémoires que dans les actions). Ce réseau a, dans une certaine mesure, l'allure d'un service public qui aurait précédé l'action de l'État, s'y serait souvent opposé et qui, maintenant, viendrait s'y ajouter. C'est dire que l'activité caritative des Eglises a donné naissance à un ensemble d'organisations qui peuvent être très présentes dans de nombreuses situations de la vie quotidienne relayant, concrètement, l'action d'inculcation et de réinculcation religieuse menacée par la défaillance des clercs.

Mais ce réseau ne peut fonctionner qu'autant que les agents qui le dirigent et l'animent sont à même de souscrire aux exigences de l'économie. Cela les conduit d'une part à calculer ce qui était action désintéressée, et d'autre part, pour obtenir des financements d'État, à soumettre l'action bénévole aux rigueurs de la norme bureaucratique. Cela suppose donc que l'on porte une attention bien plus grande que par le passé - dans les organisations de soins par exemple - à la rationalisation du travail, aux tâches, au rendement, à la gestion des postes de travail. Cette transformation permet aussi une circulation des moyens financiers à l'intérieur du réseau de telle sorte que les organisations bénéficiaires puissent soutenir l'action des associations "non marchandes", mais aussi de telle sorte que le déficit des associations défaillantes ne mettent pas en cause l'équilibre des premières. Le passage d'un contrôle symbolique de la vie privée à une organisation matérielle de la résolution des tensions est corrélatif de cette économisation.

Cette nouvelle organisation a comme conséquence de modifier l'imposition religieuse. En effet, non seulement, aujourd'hui, les Eglises continuent de réinculquer en permanence la croyance, mais encore elles bénéficient de l'autorité attribuée à un agent économique important, gérant des services et offrant des emplois. Ces services, offrent, en

prime, un supplément d'attentions désintéressées apprécié par des agents qui gardent en mémoire l'action symbolique des Eglises. Pour le dire autrement, si l'on ne va pas à la messe le dimanche, on préfère être soigné après une opération dans "la clinique des soeurs". La valorisation du bénévolat est une des conditions de la réussite économique de ce réseau d'associations d'Eglises et celle-ci permet de soutenir l'action d'agents qui, sur des terrains difficiles comme le sont aujourd'hui les nouvelles formes de cure des âmes (réinsertion après désintoxication) ou de prédication (prévention de la drogue) ne peuvent plus se contenter de pratiques désintéressées.